

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1926.

Projet de loi

tendant à l'insertion dans les cahiers des charges des entreprises de l'État d'une clause relative à l'octroi des allocations familiales (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN ISACKER.

MESSIEURS,

La Chambre est saisie, pour la seconde fois, d'une proposition de loi tendant à l'insertion dans les cahiers des charges des entreprises de l'État d'une clause relative à l'octroi des allocations familiales.

La première proposition, déposée le 31 janvier 1924 et rapportée le 21 mai 1924 au nom de la Section centrale par M. Rubbens, était devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres. Cette proposition, tout en poursuivant le même but que la proposition actuelle, en différait cependant par les moyens proposés et ne comportait pas les principes d'une organisation légale des caisses de compensation que les auteurs de la seconde proposition nous soumettent.

Le but de la première proposition, comme l'a fait remarquer M. Rubbens dans son rapport, était l'insertion dans les cahiers des charges des entreprises de l'État, d'une clause relative à l'allocation familiale. Cette clause imposait aux adjudicataires de l'État l'obligation de payer à leurs ouvriers et employés une indemnité familiale, tout en leur laissant le libre choix de le faire soit par l'intermédiaire d'une caisse de compensation, soit directement. Mais pour engager les adjudicataires à s'affilier à une caisse de compensation, la proposition de loi stipulait que ceux qui justifieraient de leur affiliation se verraient accorder un léger avantage : pour la comparaison des offres, les prix des soumissions des non-affiliés seraient augmentés de 2 p. c.

La seconde proposition rend l'affiliation aux caisses de compensation obligatoire. L'article premier, en effet, stipule : « Les cahiers des charges relatifs aux travaux exécutés pour l'État contiendront une clause obligeant l'adjudicataire à faire partie d'une caisse de compensation pour allocations familiales agréée conformément aux dispositions de la présente loi. »

(1) Proposition de loi, n° 185.

(2) La Section centrale, présidée par M. Lemonnier, était composée de MM. Van Isacker Pecher, Allewaert, Bologne, Gendebien, Debruyne (René).

L'honorable M. Carton de Wiart explique dans les développements qui précèdent le texte de sa proposition pour quelles raisons il a estimé devoir préférer l'affiliation obligatoire au système qu'il avait préconisé dans sa première proposition.

« Depuis le dépôt de notre proposition du 31 janvier 1924, dit-il, l'expérience s'est poursuivie dans diverses administrations provinciales et communales. La question a fait de nouveaux progrès, tant au point de vue théorique que pratique. La Fédération nationale belge du Bâtiment et des Travaux publics a fait valoir les inconvénients réels qui résulteraient de la clause par laquelle, lorsque l'adjudicataire n'est pas associé à une Caisse de compensation, il est néanmoins tenu, pour toute la durée du travail qui lui a été adjugé, à servir des allocations aux familles de ses ouvriers occupés à ce travail. En effet, l'entrepreneur qui n'est pas associé à une Caisse de compensation fait souvent le calcul égoïste de l'économie qu'il réalise en ne désignant ou en n'embauchant pour le travail dont il a l'adjudication que des ouvriers dépourvus de charges de famille. En majorant de 2 p. c. les offres des soumissionnaires non associés aux caisses pour la comparaison des prix de soumission, ainsi que nous avons d'abord songé à le faire, on ne fait donc que rétablir *en partie* seulement l'équilibre entre des soumissionnaires dont les uns ont fait preuve d'un esprit social généreux à la différence des autres. »

Lorsque la Section centrale a rapporté la première proposition, la minorité de la Section a estimé devoir formuler certaines remarques qui furent exposées dans une note de la minorité rédigée par M. Uytroever.

« Il est à la connaissance de tous ceux qui s'occupent des questions syndicales, disait l'honorable membre, que les caisses d'allocations familiales ne sont que des organismes de lutte patronale dirigés contre les organisations syndicales ouvrières.

» Leur but avoué est d'enlever aux travailleurs la liberté de mouvement et l'indépendance économique sans lesquelles ils ne peuvent engager aucune défense de leurs intérêts professionnels avec les chances de succès nécessaires.

» L'adoption de ce texte signifierait donc que la Chambre entend, par une voie détournée, prendre parti dans la lutte entre le patronat et la classe ouvrière, en obligeant indirectement les employeurs à s'affilier à un organisme de lutte créé par les syndicats patronaux dans un intérêt de classe évident. »

Les griefs formulés par l'honorable M. Uytroever disparaissent en présence du nouveau texte qui nous est soumis.

En effet, les auteurs de la seconde proposition obligent les caisses de compensation auxquelles les adjudicataires seront affiliés à se conformer à une série de dispositions qui doivent faire disparaître les inquiétudes dont la minorité se faisait l'écho en 1924.

Les caisses doivent être agréées par le Roi qui prendra au préalable l'avis d'une commission instituée auprès du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance et composée de neuf membres parmi lesquels il y aura deux représentants des chefs d'entreprise et deux représentants des ouvriers (art. 2 et 14). Les caisses seront contrôlées par un ou plusieurs fonctionnaires désignés par le Gouvernement qui pourront, en tout temps, prendre connaissance des écritures relatives à la distribution des allocations et primes ainsi qu'à la comptabilité (art. 15). Enfin les caisses devront se soumettre à diverses dispositions qui sont développées dans les articles 4 et suivants de la proposition.

* * *

Votre Section centrale a estimé devoir apporter quelques modifications, d'importance secondaire d'ailleurs, au texte proposé :

1. L'article fixe le minimum de l'allocation mensuelle par enfant âgé de moins

de 14 ans, à 10 francs. En présence des fluctuations du change, nous estimons qu'il doit être possible de relever ce minimum par Arrêté Royal. D'autre part, il convient de porter l'âge de 14 ans à 16 ans pour les enfants infirmes et pour ceux qui suivent des cours d'école professionnelle ou font un apprentissage. C'est, d'ailleurs, une disposition qui figure déjà dans les statuts de certaines caisses de compensation.

2° Une disposition de l'article 17 de la proposition prévoit que les enfants propres du conjoint divorcé ou séparé de corps ne seront plus pris en considération en ce qui concerne les allocations familiales. L'intention des auteurs de la proposition a évidemment été de ne priver les enfants propres du conjoint divorcé ou séparé de corps que des allocations afférentes au travail de l'autre conjoint. Le texte de la Section centrale exprime cette restriction avec plus de précision.

3° L'article 10 stipule que toute femme quelconque qui, en fait, élève les enfants dont il est tenu compte à l'ouvrier ou à l'employé qui jouit d'allocations familiales peut être autorisée par les statuts des caisses de compensation, sans le concours et à l'exclusion de l'ouvrier ou de l'employé, de toucher les allocations et primes.

Cette clause n'étant pas obligatoire, la Section centrale a estimé devoir vous proposer qu'à défaut de la clause, la femme qui, en fait, élève les enfants d'un ouvrier jouissant d'allocations familiales, aurait par rapport à ces allocations le droit de faire opposition de la manière énoncée par les articles 31 et 32 de la loi sur le contrat de travail.

* * *

La Section centrale, à l'unanimité des membres présents, vous propose d'adopter la proposition de loi.

Le Rapporteur,

TH. VAN ISACKER.

Le Président,

MAURICE LEMONNIER.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA SECTION CENTRALE.

ART. 3.

Ajouter après l'alinéa 1^{er} l'alinéa suivant :

« Le minimum de 10 fr. par enfant pourra être relevé par arrêté royal. Les allocations seront maintenues jusque 16 ans aux enfants infirmes et aux bénéficiaires qui suivent des cours d'école professionnelle ou font un apprentissage. »

AMENDEMENTEN DOOR DE MIDDENAFDEELING INGEDIEND.

ART. 3.

Na de eerste alinea, de volgende alinea inlasschen :

« Het minimum van 10 frank per kind kan bij Koninklijk besluit worden verhoogd. De toewijzingen worden, tot hun 16 jaar, behouden aan de gebrekkige kinderen en aan de verkrijgers die beroepsleergangen volgen of in de leer zijn ».

ART. 7.

Remplacer l'alinéa 4 par la disposition suivante :

« Les enfants propres du conjoint divorcé ou séparé de corps ne seront plus pris en considération en ce qui concerne les allocations et primes afférentes au travail de l'autre conjoint. »

ART. 10.

Ajouter à l'article 10 un second alinéa ainsi conçu :

« A défaut de la clause prévue au présent article, toute femme quelconque qui, en fait, élève les enfants dont il est tenu compte à l'ouvrier ou à l'employé possède, par rapport aux allocations et primes afférentes au travail dudit ouvrier ou employé, le droit de faire opposition de la manière énoncée par les articles 31 et 32 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. »

ART. 7.

De vierde alinea te doen luiden :

« De eigen kinderen van den uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot komen niet meer in aanmerking voor wat betreft de toewijzingen en premiën gehecht aan den arbeid van den anderen echtgenoot ».

ART. 10.

Een tweede alinea toevoegen :

« Bij gebreke van de bij dit artikel voorziene bepaling, bezit iedere vrouw die, feitelijk, de kinderen opvoedt, welke den werkman of den bediende worden aangerekend, — in verband met de toewijzingen en premiën gehecht aan den arbeid van gezegden werkman of bediende, — het recht van verzet te doen op de wijze voorzien bij de artikelen 31 en 32 van de wet van 10 Maart 1900 op de Arbeids-overeenkomst ».



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1926.

Wetsontwerp

tot opneming, in de lastkohieren van 's Rijks werken, van
eene bepaling betreffende het toekennen van de gezinsver-
goeding ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN ISACKER.

MIJNE HEEREN,

Voor de tweede maal is bij de Kamer een wetsvoorstel aanhangig gemaakt tot opneming, in de lastkohieren van 's Rijks werken, van eene bepaling betreffende het toekennen van de gezinsvergoeding.

Het op 31 Januari 1924 ingediende voorstel, waarop, den 21^e Mei 1924, door den heer Rubbens, namens de Middenafdeeling, verslag werd uitgebracht, was vervallen wegens de ontbinding van de Kamers. Hoewel dit voorstel hetzelfde doel nastreefde als het onderhavige, verschilde het evenwel van dit laatste door de voorgestelde middelen en het omvatte niet de beginselen van eene wettelijke inrichting van de compensatiekassen, welke beginselen de huidige indieners ons onderwerpen.

Zooals de heer Rubbens het in zijn verslag deed opmerken, bestond het doel van het eerste voorstel er in : « in de lastkohieren van 's Rijks werken eene bepaling te doen opnemen betreffende de gezinsvergoeding. Deze bepaling *verplicht* de toegelaten aannemers van den Staat, aan hunne werklieden en bedienden eene gezinsvergoeding toe te kennen, terwijl hun nochtans de *keuze* gelaten wordt zulks te doen hetzij persoonlijk, hetzij door middel van eene compensatiekas. » Om de aannemers echter aan te zetten zich bij eene compensatiekas aan te sluiten, bepaalde het voorstel dat degenen die het bewijs leveren dat zij zijn aangesloten, een gering voordeel zouden bekomen : « om de aanbiedingen te kunnen vergelijken, worden de prijzen van de inschrijvingen der niet-aangeslotenen verhoogd met 2 t. h. »

Het tweede voorstel maakt de aansluiting bij de Compensatiekassen verplichtend.

(1) Wetsvoorstel, n° 183.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit de heeren Van Isacker, Pecher, Allewaert, Bologne, Gendebien, Debruyne (René).

Inderdaad, het eerste artikel luidt :

« De lastkohieren van de werken voor rekening van den Staat uitgevoerd behelzen een beding waarbij aan den aannemer de verplichting wordt opgelegd van deel uit te maken van een compensatiekas voor gezinsvergoedingen, toegelaten overeenkomstig deze wet. »

De achtbare heer Carton de Wiart, in de Memorie van Toelichting bij zijn wetsvoorstel gevoegd, zegt om welke redenen hij de verplichte aansluiting heeft meenen te moeten verkiezen boven het stelsel dat hij in zijn eerste voorstel had vooruitgezet.

« Sedert de indiening van ons voorstel van 31 Januari 1924, werd de proefneming in verscheidene provincie- en gemeentebesturen voortgezet. Het vraagstuk maakte nieuwe vorderingen, zoowel in theoretisch als in practisch opzicht. De « Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics » stelde de nadeelen in het licht, die voortvloeien uit het beding waarbij, zoo de aannemer niet aangesloten is bij een compensatiekas, hij niettemin verplicht is, voor den geheelen duur van de hem toevertrouwde werken, aan de familiën van de arbeiders die hij aan dit werk gesteld heeft, gezinsvergoedingen uit te keeren. Inderdaad, de aannemer die niet aangesloten is bij eene compensatiekas, berekent dikwijls, op zelfzuchtige wijze, de besparing die hij verwezenlijkt als hij voor het werk dat hij aangenomen heeft, slechts arbeiders aanwijst of in dienst neemt, die geene familielasten dragen. Door het aanbod van een bij een compensatiekas niet aangesloten aannemer met 2 t. h. te verhoogen, voor de vergelijking der prijzen van de inschrijvers, zooals wij het eerst voornemens waren te doen, herstelt men slechts *gedeeltelijk* het evenwicht tusschen de inschrijvers waarvan de eenen, in tegenstelling tot de anderen, blijk gegeven hebben van een ruimen socialen geest. »

Bij het verslag, namens de Middenafdeeling uitgebracht, heeft de minderheid het noodig geacht zekere bemerkingen te opperen welke door den heer Uytroever werden uiteengezet.

Welnu, iedereen die zich bezighoudt met het syndicale vraagstuk, zegde het achtbare lid, weet dat de kassen voor gezinsvergoedingen niets anders zijn dan strijdverenigingen van de werkgevers, gericht tegen de syndicale arbeidsinrichtingen.

Hun onverholen doel is aan de arbeiders de vrijheid van beweging en van economische onafhankelijkheid ontnemen, waarzonder zij in de onmogelijkheid verkeeren hunne beroepsbelangen met de vereischte kans van slagen te verdedigen.

Neemt de Kamer dezen tekst aan, dan beteekent dit dat zij langs een omweg partij kiest in den strijd tusschen werkgever en arbeider, door de werkgevers onrechtstreeks te verplichten zich aan te sluiten bij eene strijdinstelling door de werkgeverssyndicaten opgericht met een klaarblijkend klassebelang.

De bezwaren, door den achtbaren heer Uytroever behandeld, verdwijnen ten aanzien van den nieuwen ons onderworpen tekst.

Inderdaad, de indieners van het tweede voorstel verplichten de compensatiekassen, waarbij de aannemers zullen aangesloten zijn, zich te voegen naar een reeks bepalingen welke de bezwaren moeten doen verdwijnen, waarvan de minderheid zich, in 1924, tot tolk had aangesteld.

De kassen moeten door den Koning worden toegelaten, na voorafgaand advies van eene Commissie bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg ingericht en bestaande uit negen leden waaronder twee vertegenwoordigers van

de bedrijfshoofden en twee vertegenwoordigers van de werklieden (art. 2 en 14). De kassen zullen door een of meer door de Regeering aangewezen ambtenaren gecontroleerd worden. Dezen zullen, te allen tijde, inzage kunnen nemen van de geschriften betreffende de uitkeering der toewijzingen en premiën, alsmede van de boekhouding (art. 15). Eindelijk, zullen de kassen zich moeten onderwerpen aan onderscheidene bepalingen welke in artikel 4 en in de volgende artikelen uiteengezet zijn.

. * .

Uwe Middenafdeeling heeft geoordeeld aan den voorgestelden tekst eenige wijzigingen van ondergeschikten aard toe te brengen.

1. Artikel 3 bepaalt het minimum der maandelijksche toewijzing per kind van min dan 14 jaar, op 10 frank. Gezien de wisselvalligheid van de valuta, meenen wij dat het mogelijk moet zijn dit minimum bij Koninklijk besluit te verhoogden. Anderzijds behoort het dien leeftijd van 14 op 16 jaar te brengen voor de gebrekkige kinderen en voor die welke beroepsleergangen volgen of in de leer zijn. Deze bepaling, overigens, komt reeds voor in de standregelen van sommige Compensatiekassen.

2 — In eene bepaling van artikel 17 van het voorstel wordt voorzien dat de eigen kinderen van den uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot niet meer in aanmerking komen voor wat betreft de gezinsvergoeding. De bedoeling van de indieners van het voorstel bestond klaarblijkelijk er in, de eigen kinderen van den uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot slechts te berooven van de toewijzingen gehecht aan den arbeid van den anderen echtgenoot. De tekst van de Middenafdeeling drukt veel duidelijker die beperking uit.

3. Artikel 10 bepaalt dat iedere vrouw die, feitelijk, de kinderen opvoedt, welke den werkman of den bediende worden aangerekend, die gezinsvergoedingen ontvangt, door de standregelen van de compensatiekassen kan gemachtigd worden om zonder de medewerking en bij uitsluiting van den werkman of van den bediende, de toewijzingen en de premiën op te trekken.

Deze bepaling was niet verplichtend, daarom meende de Middenafdeeling u te moeten voorstellen dat, bij gebreke aan zulk eene bepaling, de vrouw welke, feitelijk, de kinderen opvoedt welke den werkman of den bediende worden aangerekend, tegen deze toewijzingen gerechtigd zou zijn verzet te doen, op de wijze voorzien bij de artikelen 31 en 32 van de wet op de arbeidsovereenkomst.

. * .

De Middenafdeeling, bij eenparigheid van al de aanwezige leden, stelt u voor het wetsvoorstel goed te keuren.

De Verslaggever,

FILIP VAN ISACKER.

De Voorzitter,

MAURICE LEMONNIER.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA SECTION CENTRALE.

ART. 3.

Ajouter après l'alinéa 1^{er} l'alinéa suivant :

« Le minimum de 10 fr. par enfant pourra être relevé par arrêté royal. Les allocations seront maintenues jusque 16 ans aux enfants infirmes et aux bénéficiaires qui suivent des cours d'école professionnelle ou font un apprentissage. »

ART. 7.

Remplacer l'alinéa 4 par la disposition suivante :

« Les enfants propres du conjoint divorcé ou séparé de corps ne seront plus pris en considération en ce qui concerne les allocations et primes afférentes au travail de l'autre conjoint. »

ART. 10.

Ajouter à l'article 10 un second alinéa ainsi conçu :

« A défaut de la clause prévue au présent article, toute femme quelconque qui, en fait, élève les enfants dont il est tenu compte à l'ouvrier ou à l'employé possède, par rapport aux allocations et primes afférentes au travail dudit ouvrier ou employé, le droit de faire opposition de la manière énoncée par les articles 31 et 32 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. »

AMENDEMENTEN DOOR DE MIDDENAFDEELING INGEDIEND.

ART. 3.

Na de eerste alinea, de volgende alinea inlasschen :

« Het minimum van 10 frank per kind kan bij Koninklijk besluit worden verhoogd. De toewijzingen worden, tot hun 16 jaar, behouden aan de gebrekkige kinderen en aan de verkrijgers die beroepsleergangen volgen of in de leer zijn ». »

ART. 7.

De vierde alinea te doen luiden :

« De eigen kinderen van den uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot komen niet meer in aanmerking voor wat betreft de toewijzingen en premiën gehecht aan den arbeid van den anderen echtgenoot ». »

ART. 10.

Een tweede alinea toevoegen :

« Bij gebreke van de bij dit artikel voorziene bepaling, bezit iedere vrouw die, feitelijk, de kinderen opvoedt, welke den werkman of den bediende worden aangerekend, — in verband met de toewijzingen en premiën gehecht aan den arbeid van gezegden werkman of bediende, — het recht van verzet te doen op de wijze voorzien bij de artikelen 31 en 32 van de wet van 10 Maart 1900 op de Arbeids-overeenkomst ». »